Excom 2004 : Programmes globaux

Principaux développements et progrès concernant les objectifs globaux du HCR et l'Agenda pour la protection

Projet d'intégration des critères de genre et d'âge¹

- Jusqu'à septembre 2004, des évaluations et des ateliers portant sur les pays ont été conduits par des équipes multifonctionnelles s'occupant des questions de genre et d'âge dans 11 opérations par pays : Colombie, Equateur, Egypte, Grèce, Guinée, Inde, Jordanie, Liban, Syrie, Venezuela et Zambie. Deux nouvelles opérations sont prévues en République islamique d'Iran et en Ouganda à la fin de 2004. Le Canada a également reçu une visite pour en savoir davantage sur l'intégration des critères de genre et d'âge dans le contexte canadien.
- En juillet 2004, le personnel du Siège et régional s'est réuni à Genève pour réfléchir sur la méthodologie et les modalités du déploiement de 2005 qui a abouti à des changements du projet pilote afin de tenir compte des leçons tirées. Dans les expériences pilotes restantes, une étude des soumissions de projets pour 2005 sera menée à bien et des accords seront conclus sur l'application de l'analyse situationnelle dans la préparation des plans d'opérations par pays.
- On espère que l'application systématique de l'analyses situationnelle sous l'angle du genre et de l'âge au développement des stratégies de protection², aux présentations de projets, aux plans d'opérations par pays et aux systèmes d'établissement de rapports, en coordination avec les partenaires, constituera la pierre angulaire de l'intégration des critères de genre et d'âge dans les opérations du HCR.
- Les plans de travail des équipes nationales multifonctionnelles susmentionnées ont été ratifiés par les représentants respectifs et communiqués aux bureaux ainsi qu'à la Division de l'appui opérationnel. Les résultats définitifs des plans de travail seront étudiés par le directeur de chaque bureau dans le processus de système de gestion des carrières première étape vers l'établissement de l'obligation redditionnelle du personnel de direction en matière d'intégration de genre et d'âge³.
- Dans un secteur d'activité connexe, les efforts pour renforcer la prévention et la capacité de réponse des bureaux extérieurs à la violence sexuelle et sexiste (SGBV)⁴ se poursuivent. Quatre ateliers de formation régionaux en la matière ont été organisés pour des pays d'Europe centrale et de l'Est, Asie et Pacifique et Afrique de l'Ouest. A fin septembre 2004, un cinquième atelier régional pour CASWANAME sera achevé. En outre, un atelier de formation des formateurs s'est tenu à Genève à la fin juillet pour former 21 agents du HCR en matière de création de capacités dans leurs régions respectives.
- Un financement supplémentaire a été mis à la disposition de 9 pays pour mettre en œuvre des projets, y compris des représentations théâtrales pour améliorer la sensibilisation, un plaidoyer ciblant un changement de mentalité dans la communauté,

Objectifs globaux 4.3, 4.6 et 4.9, Agenda pour la protection 1.9, 1.10, 5.2, 6.1 et 6.2.

² Agenda pour la protection 1.10

³ Objectifs globaux 9.3 et 9.4

⁴ Objectifs globaux 4.9, Agenda pour la protection 4.4 et 5.7

une vidéo faisant prendre conscience de la violence sexuelle et sexiste et des activités de prévention en la matière ainsi qu'une analyse situationnelle globale pour évaluer la prévalence de la violence sexuelle et sexiste au sein de la communauté.

Normes et indicateurs⁵

- Tout au long d'un processus de consultations, un Manuel de formation a été élaboré visant à mettre à jour les connaissances et les qualifications dans l'application des normes et des indicateurs au sein des processus de planification du HCR. C'est la base d'un programme de formation qui a été lancé ciblant les cadres moyens et supérieurs. Deux opérations de formation pilotes se sont tenues : une à Nairobi (17-19 août 2004) pour le personnel à Djibouti, en Erythrée et au Kenya; l'autre à Bangkok (6-8 septembre 2004) couvrant le Bangladesh, l'Inde, la Malaisie, le Népal et la Thaïlande. Un calendrier de formation strict est actuellement mis en œuvre pour couvrir le plus grand nombre possible de bureaux à la fin de 2004 moyennant dix opérations de formation régionales et deux au Siège. On escompte que ce programme de formation aura une incidence positive sur la qualité des présentations de projets en 2005, les rapports par pays en 2004 et les plans d'opérations par pays en 2006.
- Afin de peaufiner les normes et les indicateurs concernant les populations réfugiées en milieu urbain, installées spontanément ou éparpillées, deux groupes de travail ont été établis afin de dresser un inventaire complet des indicateurs disponibles.
- Le Rapport de 2004 sur les indicateurs relatifs aux camps contient des données sur les conditions prévalant dans 130 camps de réfugiés dans le monde entier à la fin de 2003. Les données sont actuellement à l'étude. Les leçons tirées de l'analyse des données ne serviront pas seulement à aider le HCR à améliorer la conception du programme afin de renforcer la fourniture de la protection et de l'assistance mais contribueront à peaufiner le processus de compilation des données.

Enregistrement et projet Profile⁶

- Le projet Profile est désormais devenu une réalité sur le terrain. La première version de la nouvelle application de la base de données en matière d'enregistrement a été achevée en temps voulu en juin 2004 et sa mise en œuvre sur le terrain a commencé en juillet. Aujourd'hui, l'équipe chargée du projet Profile a dispensé une formation avancée concernant les nouvelles normes et procédures en matière d'enregistrement et a installé la nouvelle application en matière d'enregistrement « Progres » dans 9 opérations par pays, notamment la Turquie, l'Egypte, la République arabe syrienne, l'Ouganda, le Ghana, le Kenya, la Thaïlande, la Malaisie, la Sierra Leone. Les trois équipes d'exécution travaillent actuellement au Rwanda, au Libéria et en Jordanie.
- En 2004, la formation, la migration des données et l'installation de logiciels seront achevées dans 20 pays. En 2005, 40 opérations supplémentaires sont prévues.
- Les travaux sur la version finale de la première édition du Manuel d'enregistrement sont en cours et ce Manuel devrait être publié à la fin de 2004.

_

⁵ Objectifs globaux 3.3 et 4.2, Agenda pour la protection 3.5 et 5.1

⁶ Objectif global 3.1

Cadre pour les solutions durables⁷

- Dans la promotion de l'approche « 4R » (rapatriement, réintégration, réhabilitation, reconstruction)⁸ dans les régions de retour, une série d'initiatives a été appuyée, y compris la mise sur pied d'un groupe d'appui interinstitutions à l'approche « 4R » à Genève (FAO, OIT, OCHA, PNUD, HCR, UNICEF, UNOPS, PAM et OMS) traitant de domaines tels que la planification intégrée, l'information, le plaidoyer et la formation. En même temps, des missions dans les pays d'origine tels que l'Angola ont été achevées, assorties d'un certain nombre d'autres étapes non officielles, y compris des ateliers de planification basés sur le terrain afin d'étudier les besoins de développement dans des zones de retour clés, de concert avec les autorités nationales, provinciales et locales, les institutions des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) et les donateurs. Des missions semblables ont abouti à la participation active au processus interinstitutionnel visant à élaborer des stratégies de retour et de réintégration des réfugiés depuis les pays voisins vers le sud du Soudan. Ces missions ont également trait à la codirection par le HCR de la problématique du déplacement dans la Mission conjointe d'évaluation conduite au Soudan. Enfin, le HCR a appuyé des ateliers interinstitutions sur la démarche « 4R » dans les situations post-conflit, comme au Libéria, où le Gouvernement, les Nations Unies, les institutions chargées du développement et les ONG ont participé et sont convenus de la voie à suivre.
- Un appui financier a également été fourni aux bureaux du HCR pour les activités liées aux « 4R » dans huit pays (Angola, Afghanistan, République démocratique du Congo, Erythrée, Libéria, République du Congo, Sri Lanka et Sierra Leone) à l'aide de fonds additionnels mis à disposition par NORAD. Ces fonds appuieront de façon flexible les activités opérationnelles émergentes ou imprévues. Les pays ont soumis des propositions de projet et commenceront à mettre en œuvre des activités spécifiques dès septembre 2004.
- En tant que caractéristique opérationnelle du cadre « 4R », une collaboration étroite avec JICA⁹ s'est poursuivie et a couvert l'appui à la formulation de projets dans les communautés de retour (par exemple en Afghanistan et en Angola) ainsi que la fourniture d'un appui technique au NEPAD (dans le regroupement de problématiques concernant la réponse humanitaire et le relèvement post-conflit conduit par le HCR).
- Afin de promouvoir l'Assistance au développement pour les réfugiés (DAR) et le Développement moyennant l'intégration sur place (DLI) dans les régions accueillant des réfugiés, un atelier visant à accroître les activités de sensibilisation et à engager les gouvernements hôtes aux programmes DAR et DLI¹⁰, s'est tenu en Zambie (9 au 14 août 2004). Il a concerné les fonctionnaires gouvernementaux de Côte d'Ivoire, d'Ethiopie, du Gabon, d'Ouganda et du Soudan qui ont également eu l'occasion de visiter les sites de projets où des activités dans le cadre de l'initiative pour la Zambie sont actuellement mise en œuvre. En même temps, de concert avec les gouvernements hôtes, le HCR a appuyé, au plan technique, l'élaboration de programmes DAR, par exemple celui en Ouganda qui s'appuie sur la stratégie d'autonomie actuelle. Il se fonde sur les recommandations présentées à l'issue d'une

⁸ Objectif global 5.1, Agenda pour la protection 5.2 et 5.3

⁷ Agenda pour la protection 5.1

⁹ Objectif global 7.6, Agenda pour la protection 5.3

¹⁰ Objectifs globaux 4.4 et 5.2, Agenda pour la protection 5.1, 5.4 et 5.7

étude globale à moyen terme sur la stratégie d'autonomie conduite dans les zones d'installation de réfugiés et les communautés hôtes au nord de l'Ouganda. Cette équipe a recommandé une phase de transition de 6 mois pour adopter un programme DAR pour l'Ouganda sur la base de l'expérience acquise avec la stratégie d'autonomie. Enfin, un appui a été fourni à l'étude des programmes actuels d'intégration sur place comme en Serbie-et-Monténégro où une enquête globale a été menée. L'appui en Serbie-et-Monténégro a inclus le déploiement d'un expert technique de l'OIT pour assister le HCR dans ses efforts.¹¹

• Afin d'améliorer les instruments et les principes directeurs mis à la disposition du HCR et de ses partenaires, un manuel pour le rapatriement et la réintégration¹² a été publié et diffusé (les traductions française et espagnole sont en cours), un guide provisoire pour les projets à impact rapide a été achevé et diffusé et des principes directeurs en matière d'autonomie¹³ ainsi que pour les approches DAR et DLI¹⁴ sont pratiquement prêts.

VIH/SIDA¹⁵

- Le 24 juin 2004, le HCR est devenu le dixième co-parrain de l'ONUSIDA, ce qui aidera le HCR à inclure les réfugiés dans les programmes VIH/SIDA des pays hôtes.
- Le HCR poursuit la mise en œuvre de son Plan stratégique 2002-2004 pour le VIH/SIDA et les réfugiés ; le Rapport sur les activités de 2003 a été publié et le Plan stratégique 2005-2007 est actuellement parachevé.
- Une politique en matière de traitement anti-rétroviral pour les réfugiés est actuellement à l'étude.
- Des questions importantes concernant le VIH et la protection, telles que la discrimination dans les pays hôtes au moment du rapatriement, ainsi que les tests obligatoires aux fins de réinstallation, sont devenues prégnantes à mesure que le programme était mis en œuvre. Ces problèmes sont gérés en collaboration avec le Département de la protection internationale.
- L'Afrique de l'Ouest a connu une expansion des programmes sur le VIH/SIDA; elle a été le théâtre de missions d'évaluation en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Libéria, en Sierra Leone, du déploiement d'un coordonnateur régional pour le VIH/SIDA, et a reçu des fonds additionnels pour ces programmes dans les différents pays.
- Suite à une mission sur leVIH/SIDA conduite en Thaïlande, un document conceptuel destiné à la diffusion en Asie à partir de la plateforme de Bangkok a été mis au point.

¹³ Agenda pour la protection 3.4 et 5.7

4

¹¹ Objectif global 5.2 et 7.3, Agenda pour la protection 5.4

¹² Objectif global 5.1

¹⁴ Objectifs globaux 4.4 et 5.2, Agenda pour la protection 3.5, 5.1 et 5.4

¹⁵ Objectif global 4.7